

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 16 NOVEMBRE 1997

N° 253 PRIX 4 FF



NON A
L'EXPULSION
DES
SANS PAPIERS

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

2

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

**NON A L'EXPULSION
DES SANS-PAPIERS**

Page 4
Recrudescence des
pratiques de sor-
cellerie en Afrique

Le 31 octobre était la date limite de dépôt des demandes de régularisation des sans-papiers. Les services préfectoraux de Chevènement n'ont pas chômé car dès les premiers jours de novembre, de nombreuses réponses, pour l'essentiel négatives ont été reçues par ceux qui avaient fait acte de candidature.

Page 5
Somalie: La nature
n'est pas le seule
responsable

Page 7
Côte d'Ivoire: La
richesse d'une mino-
rité est bâtie sur la
misère de la majorité

Voici un extrait d'une lettre venant de la préfecture de Bobigny: "...En effet, célibataire sans charge de famille, vous ne justifiez pas d'une durée de séjour en France d'au moins sept ans. Vous ne justifiez pas notamment avoir obtenu le visa de long séjour exigible pour l'octroi d'une première carte de séjour temporaire. Dans ces conditions vous êtes invité à prendre vos dispositions pour quitter le territoire dans le délai de un mois".

Page 8
Afrique: L'impéria-
lisme français cède
du terrain à ses
rivaux

Ainsi donc après avoir fait miroiter la régularisation et pousser les clandestins à se faire connaître, Jospin-Chevènement ont établi des fichiers. La traque policière et la chasse aux travailleurs clandestins ont commencé. La manoeuvre est d'autant plus cynique que pendant un temps les services préfectoraux ont délibérément laissé entendre que la présence en France depuis sept ans n'était qu'une référence et que les commissions seraient clémentes sur cette question. De même lorsqu'ils justifient le refus pour cause de charge de famille, ils savent bien que cet argument ne tient pas debout. Les préfectures chercheraient-elles par là à justifier aux yeux d'une certaine opinion publique, à faire passer l'idée que "ce n'est pas trop grave puisqu'il n'y a pas charge de famille"?

Page 9
Burkina: Il y a dix
ans Sankara était
assassiné par ses
compères

En tout cas les gens qui sont contraints de quitter leur village, leur pays d'origine ne le font pas par simple plaisir. La plupart du temps, dans les pays d'Afrique de l'Ouest, il y a toute une famille, une communauté qui ont sué sang et eau pour envoyer les plus valides d'entre eux travailler là où il y a encore du travail rémunéré afin que ceux qui sont restés au village ne meurent pas de faim. Ils envoient un peu d'argent pour qu'ils puissent se soigner un peu, se vêtir, élever les enfants. De nos jours c'est devenu une question de survie. D'année en année, la situation devient

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an
- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

tellement catastrophique que dans les villages il ne reste plus que des vieillards, des femmes et des enfants. Les jeunes en âge de travailler émigrent vers les grandes villes pour exercer de petits boulots. Certains traversent les frontières pour travailler dans les capitales des pays voisins moins frappés par la crise.

D'autres viennent partager le lit d'un ressortissant du village dans un foyer de la région parisienne ou d'une grande ville de France. Une grande partie de ceux qui ont déposé leurs demandes ont d'ailleurs un emploi. Parfois l'emploi n'est pas déclaré, mais souvent les employeurs font appel à la main d'oeuvre immigrée pour faire les travaux très pénibles, pour faire accepter à celle-ci des conditions de travail inhumaines et des salaires de misère. Ils acceptent dans ces conditions de délivrer des fiches de paie et de verser des cotisations aux caisses de la Sécurité sociale, tout en fermant les yeux sur la validité des papiers.

Ce qui fait qu'une partie des travailleurs immigrés qui sont aujourd'hui en instance d'expulsion ont cotisé durant des mois parfois des années dans les caisses de protection sociale sans qu'eux-mêmes ne puissent prétendre un jour à la retraite, sans que leurs familles restées au village ne puissent bénéficier d'une quelconque protection maladie.

Les habitants des pays pauvres, anciennement colonisés pour la plupart, sont aujourd'hui dans la détresse. La crise économique qui vient des pays riches frappe de plein fouet les pays pauvres dont les seules ressources proviennent de l'exportation de quelques matières dont les prix ne cessent de dégringoler. Ces pays sont endettés auprès des banques occidentales et du FMI qui les prennent à la gorge en imposant des "plans d'ajustement structurel" draconiens que les

dictateurs répercutent sur la population. Les employés de l'Etat sont jetés à la rue et des mesures d'austérité sont mises en application.

Tant que cette situation durera, les gens démunis essayeront coûte que coûte de s'en sortir en espérant vendre là où elle peut se vendre, la seule chose qui leur reste: leur force de travail. Que ce soit des anciennes colonies d'Afrique ou d'Asie, de l'ex-Yougoslavie ou d'Albanie, des centaines de milliers de personnes n'hésitent pas à tenter de franchir les frontières terrestres ou maritimes au prix parfois de leur vie dans des traversées qu'ils savent dangereuses.

Aucune législation ne peut résoudre l'injustice fondamentale dans ce système capitaliste que constituent l'inégalité économique entre les êtres humains et celle qui existe entre les pays, pauvres d'un côté et riches de l'autre.

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous", proclamaient dès le siècle dernier les révolutionnaires communistes. Les travailleurs du monde entier, qu'ils soient immigrés ou pas, constituent une seule classe. Ils ont intérêt à s'unir, à construire partout des organisations, un mouvement ouvrier qui défendent par la lutte des classes, non seulement leurs intérêts immédiats, mais aussi leur avenir et leurs intérêts historiques.

C'est en effet en mettant fin au système capitaliste, à ce système injuste et dépassé que les travailleurs du monde entier se débarrasseront des frontières et pourront un jour construire une autre société où tous les êtres humains seront des frères et pourront proposer leur force de travail, leur savoir-faire partout où l'intérêt collectif, les aptitudes et les goûts de chacun le dicteront.

RECRUESCENCE DES PRATIQUES DE SORCELLERIE EN AFRIQUE

Le journal "Le Monde" rapporte que des religieuses chrétiennes ont ouvert des centres de refuge pour des femmes. Le centre de Ouagadougou hébergerait ainsi 300 femmes bannies par les "chefs de terre" (autorités coutumières mossi) sur proposition de la famille accusatrice.

Lorsqu'un enfant ou un être cher meurt, on cherche à trouver qui a "mangé son âme". Son corps est promené dans le village au terme d'un rituel terrifiant et après des sacrifices d'animaux. Les deux porteurs de ce corps sont censés être animés par un esprit qui leur indique la case du coupable. C'est ainsi que de nombreuses femmes, jugées indésirables sans autre forme de procès par le mari ou les notables, ou tous à la fois, sont chassées du village et leurs cases parfois brûlées. Certaines gagnent le centre de Ouaga, d'autres se suicident en route.

Le gouvernement ne veut pas lutter contre ces pratiques criminelles. Tout au plus, il organise des forums et des colloques autour de la question pour tenter timidement de convaincre les chefs traditionnels de ne pas trop abuser de cette soi-disant coutume qui connaît pourtant une recrudescence sans précédent dans le pays.

Mais il n'y a pas qu'au Burkina Faso. Il y a à peine quelques mois dans plusieurs pays d'Afrique tels que la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Cameroun, etc, des milliers de gens étaient victimes de la vindicte populaire pour une fumeuse affaire de disparition de sexe. Comme par hasard les victimes étaient des immigrés pauvres, des haoussas en un premier temps, des "gens du Nord" par la suite. Ces histoires à dormir debout prêteraient plutôt à sourire, mais le drame c'est qu'elles sont

périodiquement prétexte à pogromes, la plupart du temps contre des innocents faibles et sans défense.

Les autorités ne font même pas semblant de lutter ces pratiques criminelles. Parfois même les journalistes au service de la presse officielle donnent le ton en disant que "les étrangers font chez nous ce qu'ils n'osent pas faire chez eux". En Côte d'Ivoire par exemple, ils n'hésitent pas à dire que "les frontières sont devenues des passoires". Ils n'hésitent pas à préconiser ce qu'ils appellent l'"ivoirité" pour l'attribution des postes administratifs.

Nos gouvernants ne veulent pas lutter contre la crise et contre l'appauvrissement de la majorité de la population. Ils sont au service de la minorité des riches locaux et internationaux qui organisent le pillage des richesses de la région.

Que des notables villageois exercent un abus de pouvoir en s'appuyant sur les traditions ou que les communautés juxtaposées dans une même misère dans les banlieues des grandes villes s'entre-déchirent au nom d'histoires infantiles et d'un autre âge leur importe finalement peu. Dans le meilleur des cas, ils se contentent d'organiser quelques colloques moralistes sur la question. Dans des cas plus extrêmes, ils sont capables de provoquer de nouveaux Rwanda s'ils estiment que leurs intérêts vont jusque-là.

Toutes ces pratiques barbares ne sont pas seulement des survivances d'un monde révolu, elles sont aussi certaines des manifestations visibles de la société capitaliste en décadence que l'humanité a tout intérêt à supprimer. Et le plus tôt sera le mieux.

INONDATIONS EN SOMALIE**LA NATURE N'EST PAS
LA SEULE RESPONSABLE**

Ces derniers jours dans le Sud de la Somalie, il est tombé dix fois plus de pluie que d'habitude. Ce qui fait que les rivières se sont transformées en fleuve, puis en véritables lacs de trois ou quatre kilomètres de large.

Résultat: selon le journal "Le Monde", au moins un millier de personnes sont mortes au Sud dans ces inondations; plusieurs centaines de milliers d'autres sont obligées de fuir. Ces inondations ont également tué 11 000 têtes de bétail, et les ressources alimentaires sont aussi submergées par l'eau. On parle d'un risque réel de famine dans quelques mois.

Ce pays a été ces dernières années victime de la guerre entre factions armées. Et certaines

grandes puissances ont même envoyé leurs troupes soi-disant à titre humanitaire mais elles soutenaient telle ou telle faction.

Maintenant qu'il y a un problème réel, évidemment cela ne constitue pas un souci pour les pays riches d'apporter, ne serait-ce qu'une aide ponctuelle dont la Somalie a besoin pour faire face à l'inondation et ses conséquences.

Et pourtant les moyens techniques et les richesses existent pour permettre à tous les pays de faire face à ce genre de catastrophe naturelle. Mais le système capitaliste est ainsi organisé que les richesses accumulées entre les mains des riches servent uniquement à ceux-ci à faire des profits.

C O N G O**SASSOU NGUESSO A REPRIS
LE POUVOIR AVEC L'AIDE
DE LA FRANCE**

Depuis le 15 Octobre dernier, Denis Sassou Nguesso a repris le pouvoir au Congo. Le trust pétrolier Elf-Aquitaine et les dirigeants de l'impérialisme français doivent dormir tranquillement, du moins pour un moment, leur homme de paille a pu remporter la victoire dans une guerre qui s'est déclenchée depuis le mois de juin dernier.

En effet, Sassou Nguesso au pouvoir de 1979 à 1992 a dû céder sa place à Pascal Lissouba après la victoire électorale de ce dernier. Sassou n'a jamais encaissé cette défaite. C'est pourquoi depuis 1992 il a tout fait pour créer une milice privée avec l'argent qu'il a

détourné pendant son règne. Du fait aussi que Lissouba s'est tourné vers le trust pétrolier américain Oxy, cela n'a évidemment pas plu aux dirigeants de l'impérialisme français, et plus particulièrement à Elf-Aquitaine. C'est dans cette circonstance que la guerre civile a démarré depuis le mois de juin. Peu importe qui a tiré le premier, le problème est surtout que la population congolaise a dû subir les affrontements entre les troupes armées de Sassou et celles de Lissouba. Brazzaville s'est vue vidée de sa population vers la campagne et les villages ainsi que vers Kinshasa pour ceux qui ont les moyens de se payer la traversée du

fleuve Congo. En plus de cela ce sont des milliers de personnes qui sont mortes, tombées sous les balles des miliciens qui s'affrontent.

Et si finalement ce sont les troupes de Sassou qui ont remporté la victoire c'est que ce dernier a eu l'aide des dirigeants d'un pays voisin, l'Angola, qui ont envoyé des troupes bien armées au secours de Sassou. Derrière ce geste, il y a la

main de l'impérialisme français et l'argent d'Elf-Aquitaine.

Evidemment cette fois-ci ce ne sont pas des troupes françaises qui sont intervenues directement, et personne ne pourra accuser la France de voler au secours de Sassou. N'empêche que c'est encore grâce à l'impérialisme français qu'un homme à sa solde a repris le pouvoir dans un pays d'Afrique.

T C H A D

MASSACRE ET TERREUR A MOUNDOU

Dans un conflit entre des forces gouvernementales et des rebelles se réclamant des FARF (Forces Armées pour la République Fédérale) de Laokein Bardé, deux soldats gouvernementaux ont été tués à Moundou, dans le Sud du pays.

En représailles, les forces armées du dictateur Idriss Déby ont massacré plus de 82 personnes. Parmi elles, il y avait une quarantaine de membres des FARF regroupés dans un camp à Moundou. Mais les forces de l'ordre ont profité de cette occasion pour massacrer surtout des civils et terroriser la population de cette localité qui n'a jamais hésité à exprimer ouvertement son hostilité au régime sanglant de Déby.

De plus, des fonctionnaires qui

ont eu le malheur de n'être pas du MPS, parti au pouvoir, ont été arrêtés, et parmi lesquels figurait le directeur adjoint de l'Huilerie-CotonTchad, qui a été bastonné avant d'être relâché.

Pourtant les FARF et leur leader Bardé avaient signé le 18 avril, un accord de paix avec le régime. Des dirigeants FARF font même partie du gouvernement de Nassour Ouaidou, le nouveau premier ministre choisi par Déby.

Qu'importe! Le pouvoir feint de négocier mais en réalité, il cherche à regrouper les rebelles pour les éliminer. De plus l'arrestation de certains fonctionnaires peut permettre au régime de placer ses pions à des postes lucratifs, la CotonTchad par exemple.

COTE D'IVOIRE

LA RICHESSE D'UNE MINORITE EST BATIE SUR LA MISERE DE LA MAJORITE

Selon le classement récent de la Banque Mondiale, la Côte d'Ivoire arrive au rang de 145^{ème} sur un total de 178. Ce pays fait donc partie des 50 pays les plus pauvres de la planète. Mais ce que ne disent pas ces messieurs de la finance qui affament les populations à travers le monde entier c'est le nombre de pauvres et de riches dans ce pays.



**Fouilles à la décharge
d'Akouédo**

Ils se contentent de donner une moyenne de revenus par habitant qui ne tient pas compte des inégalités profondes entre les riches et les pauvres. Car si la grande majorité des 14 millions d'habitants qui constituent la Côte d'Ivoire vit dans une misère qui ne fait que s'aggraver, une petite minorité de privilégiés vit dans une opulence insolente.

Ces deux faits sont en réalité les deux faces de la même médaille. La richesse de cette minorité est justement bâtie sur la misère de la grande majorité. C'est en exploitant, en volant, en pillant les travailleurs, les petits paysans, c'est-à-dire l'ensemble de la population laborieuse que cette minorité amasse des fortunes. Et

cela crève les yeux à qui veut bien les ouvrir. C'est tellement flagrant que même dans un journal comme Ivoir'Soir -que personne n'oserait taxer d'être contre les riches puisqu'il est proche du pouvoir - le rédacteur en chef en personne fait semblant de s'en indigner. Voici en effet ce qu'on peut lire sous la plume de ce griot de Bédié : " Nous voyons des fortunes qui se bâtissent en un temps record et que ni les salaires, ni un quelconque héritage ou autre chose ne peuvent expliquer..."

C'est malheureusement la réalité dans ce pays. Les voitures rutilantes, les villas de luxe avec piscine et autres jardins immenses ne sont que la partie visible de l'iceberg. A côté de ce qui se voit il y a des comptes en banque bien garnis en France, en Suisse ou ailleurs.

Alors si la Côte d'Ivoire est un pays pauvre, ce n'est pas le cas pour tout le monde. Et ce n'est pas une fatalité qu'à côté de cette richesse pour la minorité il y a le fait que la grande majorité des familles pauvres ne peuvent même pas payer les frais de scolarité de leurs enfants, ni les soigner, ni leur donner suffisamment à manger parce que les salaires sont si maigres ou les revenus tirés d'un dur labeur au champ sont si bas qu'ils ne suffisent pas à satisfaire le strict minimum pour survivre.

Même si la Côte d'Ivoire n'est pas un pays riche et développé, il y a tout de même suffisamment de quoi faire en sorte que tout le monde puisse manger à sa faim, se soigner, se loger en ayant un minimum de vie décente. Mais cela ne peut se faire que si les travailleurs, les exploités, tous ceux-là qui créent ces richesses

grâce à leur travail mais qui n'en profitent pas ont la volonté collective de prendre ces richesses pour les mettre au service de l'ensemble de la collectivité, à commencer par ceux qui sont dans l'urgence. Il faudra pour cela que l'ensemble de l'économie soit réorganisée, qu'on oriente celle-ci non plus pour tirer des profits mais pour la mettre réellement au service des besoins des habitants.

On ne pourra certainement pas résoudre tous les problèmes liés à la misère et au sous-développement. Car les richesses, les moyens techniques sont détenus dans les métropoles impérialistes. Et les dirigeants de celles-ci feraient tout pour empêcher qu'on touche à

leurs intérêts. Il feraient tout pour empêcher que les exploités où qu'ils soient mettent en cause l'ordre capitaliste dans quelque endroit du monde que ce soit.

Les travailleurs de tous les pays auraient donc intérêt à se donner la main pour renverser ensemble cet ordre inhumain des exploités. Et les travailleurs de Côte d'Ivoire, s'ils sont déterminés, s'ils sont organisés, et s'ils mènent cette lutte à mort contre le système capitaliste, pourraient montrer à leurs frères des autres pays la voie à suivre pour construire un monde nouveau débarrassé à jamais de l'exploitation de l'homme par l'homme.

AFRIQUE

L'IMPERIALISME FRANÇAIS CEDE DU TERRAIN A SES RIVAUX

Depuis plusieurs années, le gouvernement français ne dispose plus, comme auparavant des moyens économiques de sa politique africaine. Les miettes tombent de moins en moins pour les chefs d'Etat africains dont le rôle principal est de veiller aux intérêts des capitalistes français. Les aides, par lesquelles les dirigeants africains s'enrichissent en détournant une bonne partie pour leur propre compte, se font au compte-gouttes. Il faut d'abord l'acceptation du dossier de la demande d'aide par le FMI et la banque mondiale qui imposent leurs conditions pour que la France ensuite débloque les fonds. Or ces deux institutions sont entre les mains du gouvernement américain qui fait pression sur les dirigeants français pour l'accès direct au marché africain, c'est-à-dire traiter avec les dirigeants africains, sans intermédiaire.

Ainsi, recommande-t-il à la

France de supprimer le franc CFA qui dépend de la Banque de France et favorise les capitalistes français au détriment des autres.

De même sur le plan militaire, le gouvernement français, petit à petit, cède du terrain en Afrique à ses concurrents, en particulier à l'impérialisme américain. Ainsi, la débâcle des régimes soutenus par la France au Rwanda et au Zaïre a profité à l'impérialisme américain. Depuis le gouvernement français évite d'intervenir directement dans les conflits comme au Congo Brazzaville, pour soutenir son homme de paille en difficulté.

Ce changement d'attitude de la France vis-à-vis de ses anciennes colonies et des dirigeants à sa botte a été imposé par les puissances rivales, en particulier les Etats-Unis. Ces derniers exercent depuis plusieurs années des pressions pour affaiblir, éliminer tous les liens particuliers dont

bénéficient, dans les chasses gardées, les capitalistes français par rapport à leurs rivaux.

Les Etats-Unis en effet trouvent dépassés les liens de type colonial que la France essaie de maintenir avec les pays anciennement colonies françaises devenus depuis indépendants. C'est donc sous la pression des Etats-Unis par exemple que la France a été obligée de dévaluer de 50% le franc CFA en janvier 1994.

Malgré cette pression

américaine, le gouvernement français fait de la résistance. Elle cherche toujours à préserver, là où c'est possible, le maximum de ses intérêts économiques et politiques.

Mais force est de constater que le gouvernement français mène un combat d'arrière-garde face aux autres puissances pour le repartage du gâteau. Dans ce combat-là, entre capitalistes, seul le plus fort, c'est-à-dire l'impérialisme américain arrive à imposer sa volonté aux autres.

BURKINA FASO

IL Y A DIX ANS SANKARA ETAIT ASSASSINE PAR SES COMPERES

Il y a dix ans mourait le capitaine Thomas Sankara. C'était en effet le 15 octobre 1987 que ce jeune capitaine de 38 ans était tombé sous les balles de ses "compagnons" dont Blaise Compaoré, qui l'avaient porté au pouvoir 4 ans plus tôt. Dix ans après sa mort, ce n'est pas seulement dans son pays, le Burkina Faso, mais aussi dans d'autres pays d'Afrique que certains continuent à voir en lui un "révolutionnaire", un "grand Africain" qui aurait commencé à apporter des changements dont l'Afrique a besoin.

Cette affirmation relevait plus d'un souhait compréhensible que d'une réalité qui n'existait que dans la tête de ses partisans. Il suffisait de rappeler ce qu'a été la politique de Sankara pour s'en convaincre. En effet, au début des années 80, dans une Afrique frappée de plein fouet par la crise économique, où le chômage et la misère s'aggravaient, les libertés élémentaires confisquées par des

vieux dictateurs comme Houphouët Boigny et Mobutu, les populations étaient de plus en plus mécontentes, et il y avait une profonde aspiration à un changement.

Dans une telle situation où, dans le cas des pays du Sahel comme le Burkina Faso, les difficultés économiques et sociales dues à la crise sont venues s'ajouter à celles créées par la grande sécheresse des années 70, tout discours qui allait dans le sens du changement ne pouvait qu'être approuvé par les masses pauvres.

Ainsi, quand Sankara critiquait des dictateurs comme Houphouët ou Gnassingbé Eyadéma en les traitant de serviteurs de l'impérialisme ou quand il dénonçait le néo-colonialisme de la France, il ne faisait que dire tout haut ce que pensaient la plupart des petites gens. De plus, Sankara a provoqué une certaine sympathie de la population en prenant des mesures telles que le blocage des loyers que

des petits locataires ne pouvaient qu'approuver ou en vendant des voitures de luxe appartenant au gouvernement pour renflouer les caisses de l'Etat. Pour réduire le train de vie de l'Etat, Sankara n'a pas hésité à donner l'exemple en utilisant comme voiture de service une simple Renault 5.

Ce n'était là que de petits gestes, mais qui tranchaient avec le gaspillage et le goût de luxe auxquels sont habitués d'autres régimes africains depuis plus de deux décennies. Ces petites mesures très limitées, malgré leur caractère symbolique, ont permis au régime de se faire une publicité à bon compte en suscitant des illusions.



Thomas Sankara

C'est une telle politique de Sankara, assaisonnée d'un discours "anti-impérialiste" qui a plu particulièrement aux jeunes, pas seulement du Burkina, mais aussi de pas mal d'autres pays d'Afrique. A l'inverse, par ses attaques verbales Sankara a, bien évidemment, fort irrité les dictateurs africains ainsi que le représentant politique de l'impérialisme français de l'époque, François Mitterrand.

Alors, les pressions venues de l'extérieur ont fait assez rapidement reculer Sankara qui, pour rassurer les dictateurs africains, a tenu à souligner que la "révolution burkinabé" n'était pas exportable. Mais le "mal" était fait. Les Houphouët et les Bongo ne pouvaient pas tolérer le caractère "subversif" des discours de Sankara. Ils avaient peur pour leurs régimes d'autant que ceux-ci étaient pourrissants et branlants. Il leur fallait donc faire taire ce jeune dirigeant qui a choisi, de plus, de s'éloigner d'eux en se rapprochant d'un Kadhafi qu'ils ne portaient pas dans leur coeur.

Mais c'est de l'intérieur même du pays que le régime de Sankara allait être le plus gravement menacé. Par une série de mesures d'austérité, Sankara a provoqué le mécontentement des différentes catégories sociales contre son régime. Par exemple dans la Fonction publique, 2.000 fonctionnaires ont été licenciés sous prétexte qu'ils étaient des "contre-révolutionnaires", ceux qui ont échappé à ce licenciement massif ont perdu le douzième de leurs salaires prélevé par l'Etat, etc. A cela s'ajoutait une politique de répression dont la couleur était annoncée notamment par l'interdiction de tous les syndicats et partis politiques qui existaient avant l'arrivée de Sankara au pouvoir. Seuls avait le droit de cité les fameux "comités de défense de la révolution" qui terrorisaient les gens tant au niveau des villes que de la campagne.

Cette politique d'austérité et de répression a provoqué un mécontentement grandissant dans le pays. Sankara y a vu une menace pour son régime. Il a tenté de désamorcer ce mécontentement en dénonçant des "injustices" et des "abus" commis contre ceux qui étaient taxés de "contre-révolutionnaires". Il a commencé par exemple à parler de la nécessité d'une "rectification" de la révolution.

Mais c'était trop tard. Car c'était aussi le moment qu'attendaient certains dirigeants proches de Sankara, tels que l'autre capitaine, Blaise Compaoré, qui étaient jaloux d'une certaine popularité dont jouissait Thomas Sankara et qui convoitaient sa place. De plus ils pouvaient craindre aussi le renforcement du pouvoir personnel de celui-ci qui pouvait devenir dangereux pour eux.

Alors, en comptant sur l'appui des pays comme la Côte d'Ivoire et la France, ils ont fait un coup d'Etat militaire au cours duquel ils ont jugé prudent de mettre fin à la vie de Sankara, pour éviter toute tentative de son retour éventuel au pouvoir.

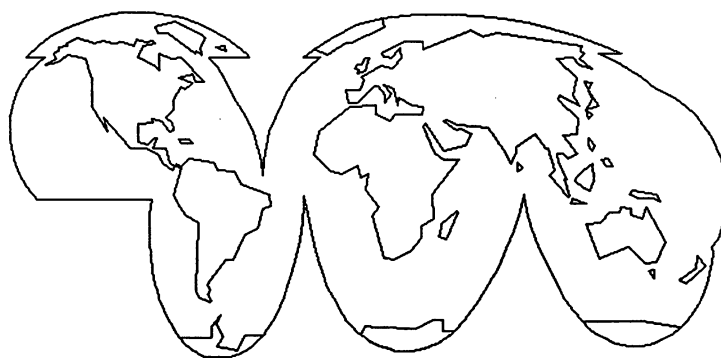
Cependant, en prenant le pouvoir, Compaoré n'a pas changé de

politique. Il n'a fait que continuer la politique initiée par Sankara lui-même et baptisée "rectification de la révolution", en renforçant notamment les mesures d'austérité.

Cette politique d'austérité est aujourd'hui jugée "satisfaisante" par le FMI et la Banque mondiale. Cela seul suffit à mesurer les sacrifices consentis par la population pour obtenir un tel satisfecit.

Pour appliquer une politique conforme à leurs intérêts, les populations ne peuvent compter que sur elles-mêmes, sur leurs luttes collectives, et non sur l'action d'un seul homme, fût-il courageux, qui prétend agir en leur nom. C'est ce qu'a confirmé, s'il en était besoin, l'anti-impérialisme en paroles d'un Sankara.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.